

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 29 DECEMBRE - N° 821

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Ouf !

Soulagement général : l'indice officiel de la hausse des prix, pour le mois de novembre, a été de 0,5 % «seulement». Ce qui fait, toujours en chiffres gouvernementaux, 9,2 % au total depuis le début de l'année. Grâce à quoi les stratèges du ministère des Finances escomptent rester, pour 1978, en-dessous de la barrière fatidique de «l'inflation à deux chiffres» (au-dessus de 10 %). Faisons leur confiance : au cas où il s'en faudrait d'un poil, ils sauront bricoler la statistique.

Voici donc la victoire de Raymond Barre, sur le front de la monnaie : depuis son accession au ministère, l'inflation officielle oscille entre 9 et 10 % par an. Il est vrai que, côté salaires, l'objectif du Joffre de l'économie a été mieux rempli : le blocage se porte bien. La baisse du pouvoir d'achat des travailleurs ne suffit même pas à la bourgeoisie à redresser ses difficultés économiques.

## Tristesse en Algérie pour les obsèques de Boumédiène



### IRAN

## L'ARMÉE TIRE SUR UN ENTERREMENT

Les travailleurs iraniens du pétrole sont fermement décidés à poursuivre leur grève. La production est en chute libre. De plus, on compte maintenant près de 7 000 travailleurs de ce secteur ayant démissionné collectivement. Ils sont soutenus par l'Ayatollah Khomeiny qui appelle à constituer des caisses de solidarité à travers tout le pays. Pour sa part le Shah continue d'utiliser la même méthode, celle de la répression fasciste. Mercredi matin à Téhéran, il faisait tirer sur le cortège accompagnant la dépouille mortelle d'un jeune professeur assassiné mardi. On devait relever dix morts. Cette politique de répression systématique ne rencontre qu'échec. L'Ayatollah Khomeiny vient de lancer un appel à faire du 30 décembre une grande journée de deuil et de manifestations.

Lire en page 8

Plusieurs dizaines de milliers d'Algériens sont descendus mercredi matin dans la rue pour manifester leur tristesse à l'annonce de la mort du président Boumédiène. Le deuil national officiel, commencé mercredi matin, durera quarante jours, et les funérailles ont lieu ce vendredi.

Bien qu'elle ait été attendue, la nouvelle suscite des réactions importantes dans le Tiers-Monde, et notamment dans les pays arabes. Le président algérien avait en effet joué un rôle politique important dans l'émergence de ces nouvelles forces sur la scène internationale.

Lire en page 8

## Le racisme de Noël

Lundi, dans la nuit, des flics en civil et d'autres en uniforme, font une descente au Lexicon, un bar du quartier d'Alésia à Paris. Brutalités, détériorations, humiliations, injures racistes : rien n'y manque. «Qu'est-ce que vous foutez en France ? Pourquoi Boumédiène nous critique-t-il ?» C'est là un échantillonnage de quelques questions posées par les flics.

Quelques jours plus tôt, à Grenoble, un jeune Algérien était tabassé à coups de marteaux par deux commerçants. Les racistes, quasiment sûrs de l'impunité, ne se gênent pas.

## Rungis : des surgelés bien faisandés

Une enquête a été ouverte au Marché d'Intérêt National de Rungis, à propos d'une sombre affaire de revente de produits surgelés non payés. Le patron d'une des sociétés fictives ne serait autre qu'un ancien agent électoral du RPR en Corse... Au même moment, on annonce l'arrestation d'un individu impliqué dans l'affaire des faux monnaieurs marseillais, qui avait déjà été interrogé lors de la mort du financier du P.R., De Broglie...

Lire en page 2

## Impasse pour la sidérurgie française

La concurrence internationale a placé les maîtres de forges dans une situation intenable, à laquelle ils ne trouvent que leur solution habituelle : licencier.

Lire en page 7

## La session du Comité central du Parti communiste chinois

Lire les extraits  
du communiqué en page 6

## POLITIQUE

## LES TRAVAILLEURS IMMIGRES PREMIERS TOUCHES PAR L'AUGMENTATION DU CHOMAGE

Selon les chiffres officiels du ministère du Travail, le nombre des chômeurs immigrés a augmenté, en deux ans, de plus de 50 %. La plupart de ces chômeurs travaillaient dans le bâtiment et les travaux publics.

Selon les chiffres officiels, entre septembre 1976 et septembre 1978, le nombre global de demandeurs d'emploi a augmenté de 36,9 %. A l'intérieur de ce nombre, celui des demandeurs d'emploi d'origine étrangère a augmenté de 51 %. La proportion d'étrangers dans le nombre global des chômeurs est passée de 7,9 % à 10 %. Selon ces mêmes sources, les plus touchés sont les travailleurs portugais et maghrébins : pour les ressortissants de ces pays, le taux de chômage a augmenté, dans la période considérée, de 73,9 % pour les Portugais, de 60,9 % pour les Marocains, de 60,2 % pour les Algériens et de 51,9 % pour les Tunisiens.

Le ministère du Travail explique ces chiffres par la crise du bâtiment, où est employée une grande partie de la main-d'œuvre immigrée. Quant au taux de chômage particulièrement élevé des travailleurs maghrébins et portugais, il serait dû au fait qu'ils sont souvent sans qualification, le niveau de qualification étant supérieur pour les ressortissants de la CEE, et dans une moindre mesure pour les Espagnols et les Yougoslaves.

La publication de ces chiffres doit être rapportée aux menaces d'expulsion massives brandies par le gouvernement à l'encontre

des travailleurs immigrés, présentés comme responsables du chômage. On se souvient de la manœuvre de Stoléro pour monnayer le retour des immigrés contre un million d'anciens francs, tentative qui n'avait guère rencontré d'écho. Dans le même ordre d'idées, des mesures gouvernementales suspendaient toute nouvelle immigration, à l'exception des réfugiés d'Asie du Sud-Est, interdisaient l'immigration familiale et permettaient l'expulsion des travailleurs immigrés se trouvant depuis six mois sans emploi «de leur fait».

Quoique ces mesures aient été récemment annulées par le Conseil d'Etat, le gouvernement entend bien revenir à la charge à l'Assemblée pour faire adopter des lois allant dans le même sens : un projet de loi a déjà été déposé ce mois-ci visant à réintroduire, sous une forme un peu modifiée, une «aide au retour».

Ces manœuvres pour diviser la classe ouvrière face au chômage vont sans doute se développer à l'occasion du renouvellement des cartes de séjour des travailleurs algériens. D'autant que des affaires récentes montrent que le gouvernement est disposé à jouer la carte de la fermeté.

### Colas : abandon des recherches

Le ministère des Transports a décidé d'abandonner les recherches du marin Alain Colas disparu depuis plusieurs semaines. Le ministère fait remarquer que 5 millions de km<sup>2</sup> d'océans ont été «ratissés». Ses parents continuent à penser que le navigateur est vivant, d'autant plus disent-ils,

qu'il y a peu, un message de détresse a été capté par un avion.

### Le petit monde des politiciens véreux

13 personnes ont été arrêtées à la suite de la découverte d'un atelier de fabrication de fausse monnaie à Marseille. Parmi elles, Bernard Mégnac, qui avait été entendu dans l'affaire De Broglie...

## Carambouille sur les surgelés

# A RUNGIS, LE MILIEU SEUL EST-IL DANS LE COUP ?

En deux mois, six millions de francs : c'est ce qu'a rapporté la carambouille réalisée par des grossistes du Marché d'Intérêt national de Rungis. Au fur et à mesure que l'enquête du juge Latève avance, la véritable dimension de l'escroquerie — qui a consisté à revendre des produits surgelés non payés aux producteurs — apparaît : en particu-

lier le fait qu'un des responsables de la fraude, patron d'une société fictive, serait un ancien agent électoral du RPR en Corse, intéressera sans nul doute beaucoup de monde... Intéressant aussi le rôle douteux du «commissariat spécial» de Rungis dont le commissaire semble avoir eu un certain rôle dans l'affaire.

En février 1976, une société anonyme est créée à Paris, rue de Galilée, la Sicofi. Le premier gérant est une certaine Nicole Belliot, qui se fait appeler «Mlle Eliane» et possède «la signature» sur 4 comptes en banque. Nicole Belliot a pour ami un certain Eugène Vinciguerra, dit «M. Claude», appelé aussi «Mimi la France», peut-être, en raison de son rôle d'agent électoral actif du RPR en Corse. Parmi ses hommes de paille un certain Roland Colonna, gérant de la Sicofi pendant 6 mois. Ce Colonna avait déjà été accusé d'association de malfaiteurs. Arrêté le 17 mai 1977, il est acquitté par les jurés de la Cour d'Assises de Paris, alors que tous ses amis sont arrêtés.

### LE COMMISSAIRE EST BON ENFANT

Le 20 mai 1977, une première plainte est déposée contre la Sicofi, car elle effectue ses ventes à perte en Corse en un an, elle enregistre un déficit de 12 000 F. Loin de dérouter



les fraudeurs, l'ouverture de l'enquête ne fait qu'accélérer la fraude. En mai et juin 1977, la Sicofi passe des commandes énormes de surgelés auprès de divers producteurs, commandes qui resteront impayées. A l'exception semble-t-il d'un créancier aux sentiments pro-chiraciens : c'est sur l'intervention personnelle du

commissaire Thomas de Rungis qu'une banque aurait accepté de régier ce créancier : de plus en plus louche... Lorsqu'une des responsables de la Sicofi, Evelyne Bonneton est interpellée puis entendue par la police, c'est le même commissaire qui la fait accompagner avec bien des égards à son domicile... Bonneton part en Corse et ne dira plus rien à la police par peur d'être assassinée, dira-t-elle. Poursuivant leurs recherches en Corse, les enquêteurs interrogent un directeur de société qui s'écroulera, victime d'une crise cardiaque. Un mandat d'amener est délivré contre Vinciguerra : celui-ci n'y répond pas, exhibant un certificat médical du Professeur Tibéri, frère du député RPR Tibéri, candidat dans le 5<sup>e</sup> et maire adjoint de Paris. Le procureur de Bastia intervient entre-temps pour se faire confirmer que le mandat d'amener est bien authentique en téléphonant au juge d'instruction...

### UNE MECANIQUE ORIGINALE

Si la carambouille est loin d'être rare et en particulier à Rungis, puisque deux autres affaires du même type viennent d'avoir pour cadre le même lieu, celle-ci retient l'attention par ces caractéristiques. Qu'un ancien boucher en faillite puisse disposer de soixante-dix millions anciens pour les déposer aux fins de fonder la Sicofi, cela est déjà étonnant et laisse penser que cet argent a pu provenir de divers coups du «milieu» : en somme un argent qu'on aurait voulu «blanchi» en lui faisant suivre un itinéraire commercial compliqué.

Ensuite la méthode est originale : par le moyen choisi (les surgelés) ; par la combine : la Sicofi revendait à plusieurs sociétés corses, dont deux fictives, les surgelés à 90 % du prix d'achat, donc à perte. Conséquence : le marché s'élargit rapidement, et comme les premières commandes ont été payées cash, les fournisseurs livrent sans problème des quantités énormes en acceptant d'être réglés avec 90 jours de retard. Les marchandises sont vendues on ne sait où ; les bénéficiaires faits sur le dos des producteurs, sont empêchés par divers comparses de sociétés fictives et par la Sobal, une société corse, dont Belliot était aussi gérante !

Si tout ce mécanisme est confirmé par l'enquête, il aurait permis à des sommes considérables d'être reversées ainsi blanchies dans les escarcelles du milieu où de divers soutiens politiques.

Mais, pour diverses raisons encore mal éclaircies, liées peut-être à la personnalité du juge d'instruction, ou peut-être à des règlements de compte politiques dans le monde majoritaire — toutes choses qui ne seront à coup sûr jamais révélées au grand jour — l'affaire est mise sur le tapis et une série de sous-fifres iront peut-être en prison rejoindre «Mimi la France» et «Mademoiselle Eliane»... Les états-majors de la bourgeoisie ne seront pas prêts pour autant à renier demain cette manne délictueuse et pourrie, issue des confins où se mêlent la pègre et l'Etat. Alors une fois de plus, on taira les choses et on fermera les yeux...

Pierre PUJOL

## LES HERITIERS DU GAULLISME DANS L'ORNIERE

Chirac, on le sait, ne fait pas l'unanimité dans les rangs de ceux qui se réclament de l'héritage de De Gaulle. Certains des dissidents d'aujourd'hui appartiennent au RPR, d'autres, généralement auto-proclamés «gaullistes de gauche» ont toujours refusé de rallier le parti chiracien. Le Monde de mercredi publie sur une pleine page les prises de positions de trois personnalités se réclamant du gaullisme. Deux de ces prises de positions émanent de gaullistes de gauche. Le premier, Jean Charbonnel, qui fut ministre dans des gouvernements de Messmer, affirme que la division du mouvement gaulliste est due à Chirac lui-même. N'est-ce pas lui qui avait soutenu Giscard contre le candidat de l'UDR en 1974 ? Selon Charbonnel «l'unité du mouvement gaulliste doit se refaire un jour (...), elle ne pourra se réaliser autour du chef du RPR». Après avoir suggéré que le RPR a des tentes fascisantes, Charbonnel conclut : «Pour que vive le

gaullisme, le RPR doit mourir». On ne note pas au long de l'article, la moindre critique de l'action de Giscard. Pas plus d'ailleurs que dans l'article de Grandval, qui fut lui plusieurs fois ministre de Pompidou. Pour sa part, il reproche essentiellement à Chirac d'être un opportuniste qui déclare refuser aujourd'hui tout ce qu'il a accepté lorsqu'il était chef du gouvernement. Selon Grandval, «Chirac n'a qu'un but : se mettre en orbite en vue de la prochaine élection présidentielle».

C'est un point de vue différent qu'exprime Philippe Seguin, député des Vosges. Lui ne conteste nullement le leadership chiracien mais déplore que le maire de Paris oscille entre «la censure et la docilité». Selon Seguin, «il faut réhabiliter le groupe RPR dans tous les sens du mot».

Chacun y va de sa petite solution pour sortir les héritiers du gaullisme de l'ornière. Pour longtemps encore sans succès.

## Longwy : toujours bloquée

# LES SIDERURGISTES DEFENDENT L'EMPLOI

C'est jeudi, en présence de l'inspection du travail, des délégués syndicaux et du personnel, et du Comité d'entreprise, que la direction du groupe Usinor doit préciser les modalités des licenciements prévus d'ici 1980. L'opération « blocage » de la ville de Longwy, commencée mardi, s'est poursuivie dans la journée de mercredi.

On sait que, lors de la réunion intersyndicale de mardi soir, les représentants cégétistes voulaient supprimer l'ensemble des barrages aux portes de la ville pour la nuit de lundi à mardi, violant l'accord intersyndical qui fixait le blocage de la ville jusqu'à jeudi 10 heures. Une discussion serrée, la volonté de lutte exprimée par les quelques centaines de travailleurs sur les routes, devaient aboutir à maintenir le barrage aux frontières luxembourgeoises et belge. Mercredi, en outre, les barrages ont été

maintenus aux quatre entrées principales de Longwy : les deux frontières, et les routes de Metz et Paris. Les représentants de la direction CGT à l'intersyndicale qui avaient déclaré être d'accord pour le maintien de l'ensemble des barrages « suivant le monde présent » en furent pour leurs frais.

Toute la journée de mercredi, dans l'ensemble des barrages, les automobilistes se rendant dans le bassin de Longwy ont été arrêtés plusieurs minutes chacun. Cette forme d'action, loin de « couper les travailleurs de la population » aura au contraire permis de mieux expliquer la lutte des sidérurgistes.

Les équipes de travailleurs ont en outre organisé mercredi des opérations « coups de poing » à Aumetz et Crusnes, localités situées sur la route nationale



Longwy : une des manifestations depuis l'annonce des licenciements.

52 en direction de Longwy. Les voitures placées sur la route obligeaient les automobilistes à ralentir. Des tracts ont été distribués aux automobilistes. Les flics ont tenté d'évacuer les travailleurs qui organisaient ce barrage surprise, relevant les numéros des voitures qui bloquaient la route nationale. Des journalistes belges présents se sont même vu demander leurs papiers et ont même été menacés d'être embarqués !

Ces opérations « coups de poing », menées par des militants cédétistes (avec

l'accord intersyndical) ont duré environ 1 heure et demi. Un troisième barrage a été également installé à Constantine, lieu-dit situé sur la route de Paris (route nationale 18) avec la participation, cette fois, des militants CGT.

Cependant, au gré de certains dirigeants de la CGT, la télévision et les radios nationales ayant désormais parlé longuement de Longwy lors de la journée de mardi, les choses étaient désormais suffisantes. Une nouvelle réunion intersyndicale devait avoir lieu jeudi en fin de mati-

## Besançon

# QUELS MOYENS POUR SAUVER 2 000 EMPLOIS DES RPT ?

L'usine de Besançon de Rhône Poulenc Textile est une de celles qui doivent disparaître suivant les plans patronaux de l'an passé. Le conseil d'Établissement de l'usine a lancé le débat en présentant les résultats de ses travaux : une luxueuse plaquette faisant le point sur la situation de cette ancienne usine Rhodiaceta. Ce n'est pas la première fois que le patronat décide de fermer l'usine, puisqu'en 1951 déjà, le CTA décidait de fermer les soieries fabriquant la viscosse. Par sa brochure le C.E. démontre bien que la logique capitaliste, c'est celle de la concurrence, la logique de la compétitivité : de 1956 à 1973, la productivité par salarié a augmenté sans cesse, se trouvant multipliée par 10.

Cela veut dire concrètement que chaque travailleur a porté en moyenne près de deux tonnes de fil ou de fibre, au lieu des 300 kilos en 1956. Bien sûr, chaque accroissement de productivité du travail a permis de financer de nou-

velles machines, qui ont permis de produire encore plus, avec moins d'ouvriers, et ainsi de suite... On ne peut oublier, de là, les conditions de travail, pour fixer les objectifs qu'on se donne dans la lutte pour l'emploi. Car là-dessus, la division règne entre les partis de gauche : faut-il accepter la reconversion, ou bien faut-il défendre à tout prix le textile ? Avec pour cette dernière solution, comme argument principal : « Si les Français consommaient autant que les Allemands, le problème serait réglé ». Lors d'une réunion publique, Monsieur Chevènement (CERES), fit un plaidoyer pour le protectionnisme et l'unité de la gauche ; le PC expliqua qu'il fallait s'opposer à l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Marché commun, et Monsieur le Sénateur Maire, Schwind, du PS, justifia son embarras par l'absence d'unité des syndicats. Il est certain que les 2 000 travailleurs n'ont guère à attendre ni de ces discours,

ni des promesses actuelles de reconversion : la SODETAL reprendrait 330 personnes ; quant aux projets de la SOFRAN, autre filiale de Rhône Poulenc, c'est encore plus flou : 60 personnes, puis 120, pour du matériel médical. De toutes façons, cela laisserait au moins 1 250 personnes sur le carreau. Et pour les autres, les reconversions s'avèrent difficiles (75 % du personnel a plus de 40 ans), et font l'objet d'un chantage permanent. Non seulement le terrain proposé pour la SODETAL coûterait très cher, mais en plus, Rhône Poulenc exigerait de la municipalité, et donc des contribuables, une subvention de 5,4 millions de francs pour l'aménager. Contre ce chantage à l'emploi et aux conditions de vie et de travail, la riposte s'impose de la part de tous les travailleurs concernés, puisqu'à Besançon, l'usine Maveg est également engagée dans un tel chantage.

Cor. Besançon

## Non à l'expulsion de Gabriel Crespo !

Notre correspondant de Pau nous communique : Mercredi 20 décembre, Gabriel Crespo, immigré espagnol, stagiaire FPA, se voyait enjoindre de quitter le territoire, en vertu d'une décision du préfet qui le jugeait « indésirable » en France. (Voir QdP du 23 décembre). Il a dû gagner un autre pays d'Europe, ne pouvant pas prendre le risque de rentrer en Espagne (il a été réfractaire à l'armée franquiste). Malgré le mur de silence dressé par la grande presse et les pouvoirs publics, le comité de solidarité Français-Immigrés est parvenu rapidement à mobiliser la population par des formes d'action appropriées : distribution de milliers de tracts, tenue d'un rassemblement devant la Préfecture, signatures de pétitions, lettre ouverte de Gabriel au Préfet.

L'action se poursuit pour obtenir un recours auprès du tribunal administratif et du Conseil d'État, contre cette décision arbitraire. C'est le seul moyen pour qu'il puisse avoir accès au dossier le concernant et espérer rentrer en France pour se défendre et exiger avec le comité, le renouvellement de sa carte de séjour. La mesure prise contre Gabriel semble être surtout motivée par sa participation active à un comité de chômeurs CGT.

Le comité élargit actuellement la pétition dans les quartiers populaires et en direction des syndicalistes. Il envisage d'organiser une soirée de solidarité pour marquer un temps fort dans la lutte pour le retour de Gabriel et l'égalité des droits entre Français et Immigrés.

## LE POINT SUR L'EMPLOI EN FRANCHE-COMTE

Sans qu'il y ait eu en 1978, des licenciements massifs comme dans d'autres régions, si ce n'est 150 chez Lhéritier (bâtiment), et 37 dans l'usine de la Gersé, le chômage a fortement progressé à Besançon, et encore plus dans le Nord de la Franche Comté, touchant pour les deux tiers, des femmes. En effet, si officiellement, l'emploi a progressé dans les usines dépendant du groupe Peugeot, c'est par centaines que se comptent les nouveaux chômeurs dans le Nord de la Haute Saône et de Belfort. Ailleurs, l'avenir est encore plus menaçant : côté d'Ornans, et de Pontarlier, c'est d'abord la liquidation judiciaire de la tricoterie, ce sont ensuite des menaces sur l'avenir de la production de la CIT Alcatel (matériel pour les PTT) : 920 emplois sont supprimés dans les autres usines du groupe, il y a 4 jours de chômage pour les fêtes, et une réduction de 4 heures hebdomadaires ; chez Gurtner, la fermeture de l'atelier de Salins tend à la suppression totale des 500 emplois. Par ailleurs, avec 2 000 emplois menacés à Rhône Poulenc Textile, 256 suppressions d'emploi chez Mishler, l'avenir n'est pas brillant.

Dans l'horlogerie, pour les travailleurs de Mercier, à Morteau, aucune solution patronale n'a été trouvée ; l'idée d'une coopérative, comme chez Reliier ou comme chez Lip, est avancée. Mais il serait vain

de croire que ce serait la solution miracle. Ceux de Lip en font l'amère expérience, après 33 mois d'occupation. Un an après sa création, la coopérative de Palente n'a toujours pas reçu la reconnaissance des pouvoirs publics permettant d'obtenir les aides nécessaires et le règlement des problèmes de terrains, de matériels et de marques. De ce fait, et malgré certains marchés passés jusqu'en Algérie, la coopérative n'a pu jusqu'à présent embaucher et payer que 13 personnes. Les autres Lip, près de 400, continuent à vivre des maigres ressources du chômage (380 francs environ) et des « ventes sauvages », que le pouvoir a particulièrement traquées ces dernières semaines : 4 000 montres saisies, en particulier à Palente, et d'autres à Vesoul.

Corres. Besançon

## ENTRAVE AU DROIT SYNDICAL

Le chef du personnel de l'usine Peugeot-Citroën de Rennes a été condamné à 1 000 francs d'amende pour entrave au droit syndical. Le 5 avril 1976, alors qu'il travaillait à Vélizy dans les Yvelines, il avait arraché des tracts des mains de syndicalistes CGT et CFTD, et les avait piétinés.

### DUMESNIL OCCUPE

A la suite de l'annonce de 300 licenciements, les travailleurs de la brasserie Dumesnil à Ivry (Val de Marne) ont décidé d'occuper leur entreprise. La fédération CGT de l'alimentation appelait mercredi à un rassemblement devant l'entreprise.

### CAR FERRIES EN GREVE

Deux car-ferreries appartenant à la compagnie franco-britannique Sealink sont en grève depuis mardi à l'appel de la CGT et de la CFDT. Les marins sont inquiets des menaces qui pèsent sur le trafic.

### GIBBS : 118 LICENCIEMENTS

Unilever, qui possède Gibbs, a décidé de licencier une partie de son personnel travaillant à Saint Denis dans la région parisienne et à Poissy dans les Yvelines. 118 licenciements sont annoncés dont 62 à Saint Denis. Parmi eux, 24 employés et 43 ouvriers. Les licenciements ne devraient pas intervenir avant juin : le temps de préparer la riposte.

### POMPIERS ALPINS EN GREVE

Depuis le 5 décembre les pompiers de cinq départements alpins (Isère, Drôme, Savoie et Haute-Savoie) ont arrêté le travail. Les pompiers demandent l'ouverture de négociation à la Commission nationale paritaire.

# Rétrospective 1978

● L'approche des élections législatives de mars 1978 a monopolisé la vie politique française pendant de longs mois. Elles ont causé la surprise par l'ampleur de la défaite, inattendue, de la gauche.

L'année 1978 s'ouvre dans une situation de grave crise de la gauche. Depuis la rupture des négociations pour la réactualisation du Programme commun, en septembre 1977, les rapports des partis de gauche sont des plus mauvais. Le PCF martèle le thème du «virage à droite» du PS, qui, en retour, accuse son partenaire d'avoir renoncé à l'Union de la gauche.

## LA CASSURE DE LA GAUCHE CONSOMMÉE

La rupture de l'Union de la gauche a révélé l'ampleur des contradictions entre les projets politiques du PCF et du PS. Sur quoi portaient les divergences ?

● Le PCF mettra en avant de façon démagogique un certain nombre de revendications, dont le SMIC à 2 400 F, et l'augmentation des prestations sociales et familiales. Le PS finira d'ailleurs par se rallier du bout des lèvres au SMIC à 2 400 F.

Mais ses préoccupations sont ailleurs. Marchais le reconnaît en déclarant que tout est négociable, le question-clé étant celle des nationalisations.

● Les nationalisations, et la question des filiales. «*Là est, et là est seulement le fond*» déclare Marchais. Autant dire que les revendications mises en avant sont négociables contre des assurances sur le nombre de nationalisations. Le Programme commun de 1972 prévoit la nationalisation de 9 grands groupes et de leurs filiales stratégiques. Pour la réactualisation, le PCF propose d'en rajouter trois et de nationaliser les filiales à plus de 50 %. L'argument étant qu'il faut retirer les centres de décisions aux capitalistes. Mais pour les confier à qui ?

● La «gestion démocratique» : un point essentiel des divergences PCF-PS repose précisément sur la question de la direction des entreprises nouvellement nationalisées. Le projet consiste en une gestion tripartite : Etat, représentants des travailleurs, usagers.

Pour le PCF, les représentants des travailleurs, — catégorie qui englobe tant les ouvriers et employés que les ingénieurs, techniciens et cadres — doivent être désignés sur liste syndicale présentée par les organisations «représentatives». Le PDG doit être élu par le conseil d'administration. Pour le PS, les élections des représentants des travailleurs

doivent être «libres», ce qui favorise les candidatures individuelles ou les «syndicats»-maison. Le PDG doit être désigné par le gouvernement.

● Enfin, une polémique s'instaura sur l'indemnisation des actionnaires des entreprises nouvellement nationalisées. Le PCF propose un système de transformation des actions en obligations c'est-à-dire en titres ayant une échéance au terme de laquelle elles sont remboursées. Le PS pour sa part, est favorable à la transformation des actions en des titres d'un type nouveau, donnant droit à perception de dividendes, mais sans pouvoir de décision.

## DEUX PROJETS CONTRADICTOIRES

Tous ces points de désaccord permettent de cerner les deux projets politiques différents des partis de gauche. Côté PS, des nationalisations limitées, visant à rationaliser l'exploitation. Le système d'indemnisation des actionnaires permet, éventuellement, de revenir en arrière sur les nationalisations. Enfin, le mode de désignation du PDG permet au PS, qui compte bien avoir une place importante dans l'appareil d'Etat, de contrôler ces entreprises sans s'en remettre au PCF.

Le projet du PCF est tout autre. Il s'agit d'effectuer des nationalisations en nombre plus important, de les rendre irréversibles (en remboursant progressivement les actionnaires) et d'ouvrir la possibilité d'en effectuer d'autres. La «gestion démocratique» donne le pouvoir à trois composantes : l'Etat, où le PCF serait présent, les usagers, c'est-à-dire d'autres entreprises nationalisées, des municipalités, tous lieux où le PCF a des atouts, enfin, les représentants des travailleurs, qui dans le projet initial, devaient être des représentants désignés par les or-

# MARS 78 : LA MORT DU PROGRAMME COMMUN

ganisations syndicales : la plus importante d'entre elles, la CGT, se serait taillé la part du lion. Il s'agissait bien, pour le PCF, d'exproprier une partie de la bourgeoisie et de mettre au pouvoir en ses lieux et place, de nouveaux gestionnaires, dont on pouvait prévoir qu'un bon nombre serait proche du PCF.

C'est dans cette optique que le PCF fait tout pour rétablir en sa faveur le rapport de forces à gauche. C'est le sens de l'appel : «*21 % des voix, ce n'est pas assez, 25 % ce serait bien*». Le PCF menace de ne pas se désister, s'il n'obtient pas suffisamment de voix. C'est aussi la raison de l'insistance sur la nécessité d'avoir «des ministres communistes». Il s'agit, pour le PCF, de s'assurer la meilleure place possible dans l'appareil d'Etat, dans la perspective de la venue de la gauche au pouvoir.

## L'ACCORD DU 13 MARS

Les résultats du premier tour confirment la poussée de la gauche, mais celle-ci est moins forte que prévu. Le PCF obtient un peu moins des 21 % qu'il ne jugeait pas suffisants.

Le 13 mars au soir, après six mois de polémique acharnée, PCF, PS et MRG concluent un accord de désistement réciproque de leurs candidats, et s'engagent «à poursuivre la négociation visant à mettre au point le Programme qui deviendra le contrat de législature que le gouvernement d'Union de la gauche

sera chargé d'appliquer». Cet accord-bidon, qui ne contient rien de nouveau par rapport à septembre 1977, donnera en fait le coup de grâce aux efforts de la gauche.

Le 19 mars, la droite triomphe avec 291 députés. Les reports de voix se sont mal faits à gauche, et les abstentionnistes du premier tour sont venus au secours de la droite.

## Escarmouches à droite

La constitution de l'UDF, véritable front anti-RPR. Les contradictions entre les deux grands clans de la droite, déjà patentes depuis la démission de Chirac en 1976, s'avivent à l'approche de l'échéance électorale. Il s'agit de contradictions portant sur la tactique à suivre dans le cas d'une victoire de la gauche, que tout le monde prévoit sur la foi des sondages. Pour Giscard, il s'agit de rester en place pour préparer l'avenir, c'est-à-dire l'éclatement des contradictions entre PCF et PS, pour jouer ensuite la carte de l'ouverture en direction des socialistes. Pour Chirac, pas question d'alliances avec les socialistes : il faut rassembler la droite dure pour pouvoir utiliser à son profit le mécontentement que ne manquera pas de provoquer la politique de la gauche.

Dans le cadre de ces contradictions qui s'approfondissent,

les partis centristes et giscardiens décident de constituer un front uni anti-RPR : ces partis présenteront un candidat unique pour le premier tour. Ce front pour limiter l'influence du RPR se constitue, début février, sous le terme d'Union pour la Démocratie Française, en référence explicite au *pensum* commis par Giscard sous le titre de *Démocratie Française*.

Du coup, le RPR décide de présenter un nombre de candidats supérieurs à celui initialement prévu par les accords internes à la majorité.

Lors de la campagne télévisée, il proclamera comme but de «distancer la droite au premier tour et de battre la gauche au second». Ces accès de démagogie pour tenter de se présenter comme plus à gauche que Giscard ne l'empêcheront pas de perdre des voix et des sièges.

## Rappel des résultats

1<sup>er</sup> tour : PCF : 20,6 %  
PS - MRG : 23,5 %  
Extrême gauche : 3,3 %  
Droite : 46 %, dont RPR : 22,8 %, UDF : 20,2 %  
Ecologistes : 1,5 %

2<sup>e</sup> tour : les candidats de droite obtiennent 50,6 % des voix, et 291 députés contre 200 pour la gauche. (A l'issue des élections partielles de septembre, le PS gagnera deux sièges au détriment, l'un du RPR, l'autre de l'UDF).

## Quelques réactions au soir du second tour

Lecanuet s'adressant à Rocard : «*Un jour, une évolution se fera (...)* Vous comprendrez que votre place à vous, socialistes, est d'agir au sein d'une majorité rajeunie, renouvelée».

Chirac : «*Le rééquilibrage de la majorité s'est fait surtout au bénéfice du Rassemblement*». Et d'exclure les idées d'ouverture de Lecanuet.

Fabre se déclare «*délié des engagements de 1972*».

Mitterrand : «*L'histoire jugera comme il convient ceux qui ont pris la responsabilité (de la défaite) en n'hésitant pas à joindre leurs attaques violentes, incessantes, à celles de la droite*

contre le Parti socialiste».

Rocard : «*Il faudra bien que, dans toutes les entreprises, les militants communistes répondent à ces questions : l'accord signé le 13 mars, pourquoi n'était-il pas possible de le signer le 22 septembre ?*».

Marchais : «*Naturellement, on peut s'interroger et nous le ferons, sur la politique que nous avons suivie. Pour ma part, je considère que cette politique-là, nous devons la poursuivre ; la politique d'Union de la gauche reste, selon moi, la seule issue, la seule qui puisse ouvrir une perspective au peuple de France*».

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

# l'Humanité

1978

MARDI 14 MARS 1978 - 11 pages de texte - 100 francs - N° 13 407 (21 JOUR)

# ÇA Y EST !

## ACCORD A GAUCHE

## ON PEUT BATTRE LA DROITE

Communistes, socialistes et radicaux de gauche adoptent une déclaration politique. Vers un grand élan populaire autour des candidats d'union



«Hier, après 21 heures de débats, les représentants des partis de gauche de France ont adopté une déclaration politique. Cette déclaration est le résultat de la discussion qui a eu lieu au cours de la séance plénière de l'Union de la gauche. Elle est le fruit de la collaboration et de la solidarité entre les communistes, socialistes et radicaux de gauche. Elle marque un grand élan populaire autour des candidats d'union pour les élections législatives de mars 1978. Elle est le signe d'une véritable unité de la gauche et d'une confiance renouvelée dans son avenir. Elle est le fruit de la collaboration et de la solidarité entre les communistes, socialistes et radicaux de gauche. Elle marque un grand élan populaire autour des candidats d'union pour les élections législatives de mars 1978. Elle est le signe d'une véritable unité de la gauche et d'une confiance renouvelée dans son avenir.»

# BARRE II ET III : UNE POLITIQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Durant la période pré-électorale, le gouvernement Barre tente d'éviter de prendre des mesures aux conséquences trop importantes : c'est ainsi qu'une augmentation de l'essence avait été retardée pour que la hausse ne figure que dans l'indice de février, connu après les élections.

Ces manœuvres dérisoires ne parvenaient cepen-

dant pas à masquer la poursuite de la politique d'austérité, l'aggravation du chômage et de l'inflation.

Sitôt les élections passées, le troisième gouvernement Barre, frère jumeau du précédent, ne se sentant plus bridé par les échéances électorales, annonce clairement la couleur. A partir du 1<sup>er</sup> mai,

c'est la hausse des tarifs publics : EDF, téléphone, timbres, montent en flèche, ainsi que le tabac et le charbon. A partir de juillet, c'est le tour des moyens de transport, avec des hausses allant jusqu'à 25 % pour les abonnements.

La déclaration de politique générale du troisième gouvernement Barre est claire : les quelques mesu-

res mises en place avant les élections pour limiter la hausse des prix ne sont plus de mise ; les patrons se voient octroyer le cadeau de la libération des prix industriels, l'Etat donnant l'exemple.

Pour l'emploi, alors que le nombre des chômeurs ne cesse de croître, la seule mesure consiste... à reconduire l'expérience des stages Barre.



## POINTS DE REPÈRE

● **Le safari électoral** : La question du vote des Français de l'étranger vient entre les mains de la justice dans les premiers jours de l'année. Ce trafic de voix sera l'occasion de l'invalidation du RPR de la Malène, qui sera battu en septembre.

● **7 janvier** : adoption du programme de Blois. Aucune promesse chiffrée, sauf la création de 10 000 emplois à temps partiel par an. Au chapitre des libertés, il promet d'instaurer l'*Habeas corpus*, principe de droit selon lequel toute personne dont la culpabilité reste à prouver, reste libre de ses mouvements. En cette fin 1978, on attend toujours...

● **10 janvier** : remaniement gouvernemental. Six femmes sont au gouvernement. A deux mois des élections, la ficelle est grosse. Celles-ci passées, le nombre des femmes ministres retombera à trois...

● **27 janvier** : discours de Giscard à Verdun-sur-le-Doubs. Il annonce qu'il se maintiendra, en tout état de cause, après le second tour. Il précise que si la gauche gagne, «c'est le programme commun qui sera appliqué». Il rappelle ses efforts «pour élargir la majorité», et lance un appel à faire «le bon choix pour la France».

● **11 mars** : devant l'affolement de la droite face à la défaite des partis d'opposition et des syndicats à allocation reprenant l'essentiel de son discours de Verdun-sur-le-Doubs.

● **12 et 19 mars** : élections législatives. Large victoire de la droite. Mise en place du troisième gouvernement Barre : les mêmes hommes, à quelques exceptions près, pour mettre en œuvre la même politique.

● **23 - 30 mars** : «l'ouverture» commence. Défilé des chefs des partis d'opposition et des syndicats à l'Élysée. Fabre, Mitterrand, Marchais sont reçus par Giscard. Rappelons que lorsque Fabre avait franchi les grilles du palais en 1975, *l'Humanité* écrivait : «La décision de Robert Fabre est une aubaine pour le chef de l'Etat qui avait, à plusieurs reprises, émis le souhait de se «concerter» avec les représentants de l'opposition. Une consultation pour la galerie, destinée (...) à répandre des illusions sur le caractère libéral du pouvoir».

● **11 mai** : Defferre reçu à l'Élysée : Un député socialiste accompagnera Giscard à la session de l'ONU sur le désarmement, le 23 mai.

● **5 juillet** : nouveau défilé à l'Élysée. Le PCF y est représenté seulement par Ballanger. Après cette consultation, le PCF cessera de participer à ces défilés.

● **4 août** : Fabre accepte de se charger d'une «mission» sur l'emploi.

● **Elections partielles** : les cinq élections législatives annulées constituent un camouflet pour le gouvernement. Les 16 et 23 juillet, Marie-Thérèse Goutman PCF, soutenue par toute la gauche, retrouve son siège, de même que le socialiste André Cellard le 20 août. En septembre, le socialiste Claude Wilquin, dans le Pas-de-Calais, retrouve son siège avec près de 60 % des voix. Les deux candidats de droite invalidés, Servan-Schreiber et de la Malène, sont battus par des socialistes, de la Malène obtenant 47 % des voix dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et Servan-Schreiber se faisant étaler avec moins de 42 % des suffrages à Nancy. Dans ces trois derniers cas, le PCF perd des suffrages dans des proportions plus ou moins importantes, cependant que le PS opère une poussée spectaculaire au détriment tant du PCF que de la droite.

## Hausse des prix en 1978 (dernier chiffre connu : octobre)

Janv	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.
+ 0,5 %	0,7 %	+ 0,9 %	1,1 %	1 %	0,8 %	1,2 %	0,6 %	0,6 %	0,9 %

La hausse des prix à la consommation est, selon l'indice officiel, en augmentation de 9,3 % d'octobre 1977 à octobre 1978. Pour l'ensemble de l'année 1978, on estime que l'indice officiel, très sous-estimé, sera de l'ordre de 10 %.

## Les attaques contre les droits des chômeurs et la Sécurité sociale

Les mesures annoncées en décembre de cette année constituent de graves attaques contre les droits des travailleurs.

— Sur la Sécurité sociale, une série de mesures entrent en vigueur à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1979. Elles visent, pour réduire le déficit de la Sécurité sociale, à augmenter les cotisations, en restreignant les prestations. Les cotisations d'assurance-vieillesse sont relevées de 1,75 % sur les salaires plafonnés, dont 1,25 % à la charge des salariés ; l'assurance-maladie augmente à la même

date de 4 % sur les salaires situés au-dessus du plafond ; une nouvelle augmentation doit intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 1980 pour l'ensemble des salariés (+1 %).

Parallèlement, le gouvernement annonçait que «des limites précises à l'augmentation des dépenses hospitalières seront fixées pour les trois prochaines années», ainsi qu'un renforcement du fléage des médecins par le système des «profils médicaux» (contrôle du montant des prescriptions de chaque médecin, qui per-

met de rappeler à l'ordre ceux qui dépassent la moyenne).

— Sur l'indemnisation du chômage. La mesure essentielle est celle de la restriction de l'application des 90 %. Le montant de l'allocation sera désormais diminué chaque trimestre. Officiellement, il s'agit de pousser les chômeurs à rechercher un emploi. On saisit la gravité de cette attaque, lorsqu'on sait que Boulin considère que, sur les 1 330 000 demandeurs d'emploi officiellement recensés, 850 000 seulement cherchent réellement un

emploi.

Quant aux autres mesures d'indemnisation, elles concernent la création d'une allocation pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi, et la simplification du système compliqué actuellement en vigueur dans les autres cas, par la fixation d'une allocation unique. La loi présentée au Parlement ne fixe pas de montant pour ces nouvelles allocations, qui devront être négociées. Le gouvernement a fait savoir que, dans le cas où les négociations échoueraient, il prendrait des mesures autoritaires. Ce qui ne laisse rien présager de bon.

## Nombre de chômeurs ! chiffre officiel

Nov. 77  
1 183 000

Nov. 78.  
1 330 000 (+ 12,4 %)

Le nombre des chômeurs, même selon l'indice officiel, est le plus élevé en France depuis la Libération.

Dans ce nombre, la part des jeunes de moins de 25 ans est de 45,1 %, celle des femmes de 53,5 %. Le taux de chômeurs dans la population active est de 6,7 % ; ce taux dépasse 10 % dans le Languedoc-Roussillon et la région Provence-Côte-d'Azur. Le taux de chômage a augmenté, en un an, de plus de 20 % dans plus du tiers des régions, avec une pointe de plus de 24 % dans le Nord-pas-de-Calais et la Haute-Normandie.

Les projections de l'INSEE pour l'année 1979 envisagent une augmentation d'environ 100 000 chômeurs ; selon la même source, même s'il y a une augmentation des investissements en 1979, ce qui n'est pas exclu, cela concernera des investissements de productivité et non de capacité. En clair, un accroissement de la rentabilité, mais pas du nombre d'emplois créés.

Précisons enfin que le nombre d'offres d'emploi non satisfaites a baissé de 18,2 % en novembre par rapport à l'année dernière.

Les quelques données qui précèdent donnent une idée générale de la politique suivie par les gouvernements Barre. Cette politique se heurte à la résistance des travailleurs, même si celle-ci n'a pas encore pris l'ampleur de mouvements généralisés. Fréquemment, la réponse du pouvoir, c'est la répression contre les travailleurs en lutte, l'envoi de la police contre les usines occupées, le matraquage des manifestations : rarement gouvernement bourgeois aura allié une politique anti-populaire avec un cynisme aussi méprisant.

## CHINE

# LA SESSION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

(Extraits du communiqué)

**Le Comité central issu du onzième Congrès du Parti communiste chinois a tenu sa troisième session plénière. Nous publions ci-dessous de larges extraits du communiqué officiel publié par l'Agence Chine Nouvelle.**

D'après le communiqué  
Dans un premier point la session a tracé un bilan positif du travail accompli par le Comité central, tant du point de vue de la situation intérieure que de la politique extérieure.

La session a souligné l'importance des succès remportés dans le développement de liens amicaux avec de nombreux pays et le renforcement du Front uni international contre l'hégémonisme. Citant les visites effectuées par des dirigeants chinois, la signature du traité sino-japonais et la normalisation des relations sino-américaines, le communiqué conclut :

« Tout cela a apporté une contribution importante en faveur de la paix en Asie et dans le monde. Toutefois, le danger de guerre est toujours sérieux. Nous devons donc renforcer notre défense nationale et nous tenir constamment prêts à repousser tout agresseur, d'où qu'il vienne. La session estime qu'avec la normalisation des relations sino-américaines, la perspective de la grande œuvre de réunification de la patrie par le retour en son sein de notre territoire sacré de Taïwan est déjà plus proche (...).

Le communiqué poursuit :  
« Dans les premières années qui

ont suivi la fondation de la République populaire et surtout après que la transformation socialiste pour ce qui est de la propriété eût été pratiquement achevée, le camarade Mao Tsé-toung avait maintes fois enjoint au Parti de reporter essentiellement son effort sur l'économie et la révolution technologique. Sous la direction des camarades Mao Tsé-toung et Chou En-lai, notre Parti a accompli un travail considérable et obtenu d'importants succès dans la modernisation socialiste du pays. Mais cette œuvre devait être interrompue et sabotée par Lin Piao et les Quatre. En outre, notre inexpérience en matière d'édification socialiste a donné lieu à des insuffisances et à des erreurs dans notre travail de direction. Cela également a empêché le Parti de reporter essentiellement son effort sur les domaines en question. A l'échelle nationale, le mouvement de masse pour dénoncer et critiquer Lin Piao et les Quatre s'est maintenant terminé victorieusement, pour l'essentiel. Un petit nombre de régions et de départements accusent un retard sur ce plan, et elles devront poursuivre activement ce mouvement pendant encore un certain temps ; on ne saurait passer outre à ces inégalités. Mais dans l'ensemble, les conditions sont réunies pour réali-

ser ce déplacement du centre d'activité du Parti. Par conséquent, la session a approuvé unanimement la décision que le camarade Houa Kuo-feng a formulée au nom du Bureau politique du Comité central : pour répondre au développement de la situation au sein comme en dehors du pays, nous devons, dès maintenant, mettre fin sans retard ni hésitation au vaste mouvement de masse d'envergure nationale de dénonciation et de critique de Lin Piao et des Quatre, afin de centrer l'activité du Parti sur la modernisation socialiste du pays et de permettre à notre peuple de reporter son attention sur ce domaine. Cette décision est d'une grande importance pour l'accomplissement des plans de l'économie nationale prévus respectivement pour trois, huit et vingt-trois ans, la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, des sciences et de la technologie, et la consolidation de notre dictature du prolétariat. La tâche générale définie par notre Parti pour la nouvelle période, reflète ces exigences de l'histoire et le vœu de notre peuple ; elle traduit ses intérêts fondamentaux. Pourrions-nous ou non accomplir cette tâche ? Pourrions-nous ou non accélérer la modernisation socialiste et améliorer sensiblement la vie du peuple et renforcer la défense nationale, grâce au développement rapide de la production ? C'est là un problème capital dont notre peuple se soucie au plus haut point et qui revêt une importance capitale pour la cause de la paix et du progrès dans le monde. Les quatre modernisations

impliquent un accroissement considérable des forces productives ; elles impliquent aussi et nécessairement de multiples changements pour tout ce qui, dans les rapports de production et la superstructure, ne correspond pas au développement des forces productives ; elles exigent que soit changé tout mode de gestion, mode d'action et mode de pensée qui sont surannés. Cette tâche constitue donc une révolution aussi vaste que profonde. Au sein du pays, il y a encore un tout petit nombre de contre-révolutionnaires et de criminels de droit commun, qui sont hostiles à la modernisation socialiste du pays et travaillent pour la saper. Nous ne devons en aucun cas nous accorder de trêve dans la lutte de classe contre eux, en aucun cas affaiblir la dictature du prolétariat. Mais comme le camarade Mao Tsé-toung l'a dit, les vastes et impétueuses luttes de classes menées par les masses ont pratiquement pris fin ; s'agissant des luttes de classe dans la société socialiste, nous devons leur apporter une solution en observant le principe qui recommande de distinguer strictement et de traiter correctement les deux catégories de contradictions de nature différente, en suivant les procédures établies par la Constitution et par la loi. Il n'est absolument pas permis d'estomper la limite entre ces deux sortes de contradictions et de porter atteinte à la situation politique faite de stabilité et d'unité, qui est nécessaire à la modernisation socialiste du pays. La Session plénière exige que le Parti, l'armée et le peuple de toutes nos nationalités, unis

comme un seul homme, travaillent à développer cette situation politique, se mobilisent immédiatement, déploient tous leurs efforts et fassent jouer toutes les initiatives pour entreprendre la nouvelle longue marche qui doit faire de la Chine une puissance socialiste moderne avant la fin du siècle.

Dans le deuxième point, le communiqué relate un certain nombre de points discutés par la Session au sujet de la planification et de l'organisation de l'économie, notamment de l'agriculture. Les mesures dont fait état le communiqué visent à décentraliser l'administration économique et la gestion dans le cadre du plan d'Etat.

Simplifier l'organisation de l'économie en répartissant les responsabilités.

« Ces dispositions permettront de mettre en œuvre l'initiative, l'ardeur, l'esprit créateur des autorités centrales, des administrations locales, des entreprises et des travailleurs pour assurer un développement vigoureux et général aux secteurs d'activité de l'économie socialiste.

En ce qui concerne l'agriculture, le communiqué cite des mesures prises visant

— à respecter l'autonomie économique des communes populaires et leur système de propriété à trois échelons.

— à augmenter les prix d'achat des céréales et d'autres produits agricoles, et à diminuer le prix de vente des produits finis nécessaires aux agriculteurs sans porter atteinte au niveau de vie des travailleurs des villes.

## En bref... En bref...

### SOMALIE

Plusieurs déclarations de ministres somaliens font état de menaces persistantes d'invasion et d'agression des forces éthiopiennes et soviéto-cubaines contre le territoire de la Somalie. Selon le gouvernement somalien, les localités situées près de la frontière avec l'Éthiopie ont été bombardées quinze fois de juin à décembre 1978. Des experts italiens qui construisaient une route dans le Nord du pays ont dû évacuer la région.

### CANARIES

Aux Canaries, 30 000 travailleurs de l'hôtellerie se sont mis en grève depuis samedi dernier. Des dizaines de milliers de touristes sont bloqués ou détournés en charters vers d'autres îles : les travailleurs de l'hôtellerie ont en effet attendu les meilleurs jours de la saison touristique pour engager la lutte pour leurs revendications de salaires et leurs conditions de travail.

### SWAPO

Selon certaines informations, la direc-

tion de la SWAPO (Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain) en détention depuis le 2 décembre, aurait été libérée.

### NICARAGUA

Le dictateur Somoza a refusé l'organisation d'un référendum sous l'égide de la « Commission internationale de médiation » composée des USA, du Guatemala et de Saint Dominique.

### PHILIPPINES

Le gouvernement du dictateur Marcos a annoncé mardi des affrontements avec la guérilla dirigée par le Parti communiste des Philippines. Ces combats coïncident avec le dixième anniversaire de la fondation de ce Parti.

### INDE

Après une semaine d'emprisonnement, l'ancien Premier ministre Indira Gandhi a été libérée. Son arrestation avait provoqué la semaine dernière de nombreuses manifestations dans tout le pays. Indira Gandhi a exprimé en sortant de prison la volonté de poursuivre son action politique.

## TURQUIE

# CONTRE LE FASCISME

A la suite des graves événements survenus en Turquie depuis vendredi, les massacres fascistes à Kahramanmaraş, qui ont fait plus de 1 000 morts et des milliers de blessés, le gouvernement Ecevit a proclamé ce matin l'état de siège dans treize villes.

Ces massacres ne sont pas les premiers ; en effet, depuis 1971, la Turquie est quotidiennement la scène de ces assassinats fascistes. Plusieurs milliers de personnes, ouvriers, étudiants, enseignants..., tous ceux qui sont hostiles à l'idéologie fasciste, ont déjà été assassinés par les milices du M.H.P. (Parti du Mouvement National, inspiré du Parti hitlérien), le M.I.T. (police secrète d'Etat) et la contre-guérilla (sorte d'armée créée par les États-Unis pour écraser tout mouvement populaire en Turquie).

Dernièrement, à Kahramanmaraş, les fascistes ont tiré sur la foule, jeté des bombes, incendié des maisons, sans épargner les femmes, les enfants et les vieillards.

Ces valets du grand capital, en maintenant ce climat de terreur, essaient de rendre impuissante et passive la population, afin que la bourgeoisie puisse



continuer son exploitation, sans aucune opposition.

C'est à long terme la stratégie du grand capital en Turquie pour établir une dictature fasciste afin de sortir de la crise. (...)

Dans notre pays, il n'y a pas de terrorisme individuel ni d'anarchie, comme le disent les journaux ; mais des massacres fascistes contre lesquels la population opprimée utilise son droit de légitime défense. Au lieu de dissoudre les bastions fascistes, le

gouvernement a proclamé l'état de siège dans 13 villes.

En 1971, les peuples de Turquie ont déjà vécu cet enfer ; et nous savons que le gouvernement et l'armée vont à nouveau retourner leurs armes contre tous ceux qui luttent pour une Turquie indépendante et démocratique.

La loi martiale sera proclamée, les prisons vont se remplir, les révolutionnaires et les démocrates seront passés par les armes,

la presse sera censurée, les grèves interdites et les organisations démocratiques dissoutes.

Voilà ce qu'est réellement l'état de siège pour les peuples de Turquie. Mais tout cela n'arrêtera pas leur lutte contre le fascisme et l'oligarchie.

(extraits)

Union des Étudiants de Turquie en France

Pour mieux lutter

## CONNAITRE L'ECONOMIE

## Sidérurgie : la crise qui n'en finit pas

Sacilor - Sollac :  
8 500 licenciements

«A la fin de l'année 1978, le groupe Sacilor-Sollac doit constater que l'ensemble des actions engagées pour rétablir la compétitivité de ses fabrications a apporté des résultats notables, mais encore très insuffisants. L'exercice se terminera sur des pertes avant charges financières et amortissement». Ainsi le groupe a perdu 2,2 milliards de francs en 1977. Il devrait être de même en 1978. Seule solution capitaliste pour améliorer les résultats : une augmentation de 25 % en moyenne de la productivité dans l'ensemble du groupe. «Ceci correspond à une réduction d'effectifs d'environ 8 500 du nombre des emplois sidérurgiques Etam (Employés, techniciens et agents de maîtrise) et ouvriers du groupe, 1 700 à Sollac et 6 800 à Sacilor» entre le 30 avril et la fin de l'année 1980.

Trois usines sont plus particulièrement touchées :

— **Hagondange** (4 095 personnes) devrait voir ses effectifs réduits de moitié. La cokerie ancienne ainsi que les chaînes d'agglomération et les hauts fourneaux de petite capacité semblent condamnés.

— **Sacilor-Fensch** (2 320 personnes). A Hayange, ce sont également 50 % des effectifs qui devraient disparaître.

— **Homécourt** (1 690 personnes). Des menaces pèsent sur la cokerie les effectifs seront réduits de plus de 40 %.

Tout permet de croire que l'ensemble des usines du groupe seront directement ou indirectement concernés.

Evolution des effectifs  
dans le groupe Sacilor - Sollac

1966.....	52 416	1977.....	40 766
1970.....	55 100	1978.....	35 802
1971.....	40 845	1979.....	34 800
1975.....	44 285	1980.....	26 300

Usinor-Châtillon :  
12 500 licenciements

Le groupe Usinor Chiers-Châtillon (47 000 salariés) supprimera environ 12 500 emplois. Deux régions sont plus particulièrement concernées par le plan de restructuration : le Valenciennois et la région de Longwy.

Dans le Nord, ce sont 5 000 à 6 000 emplois qui devraient être supprimés.

— **Denain-Valenciennes** : ces établissements (8 450 personnes) pourraient être les plus touchés avec 2 500 à 3 000 suppressions d'emplois à Denain et 1 000 à Valenciennes. En effet, l'aciérie de Denain (deux millions de tonnes de capacité) doit être modernisée et l'installation d'une coulée continue y est nécessaire. L'aciérie tournant actuellement à environ 50 % de sa capacité avec un seul des hauts fourneaux.

— **Dunkerque** : (10 600 salariés), les effectifs pourraient être réduits d'environ un millier, principalement dans les services centraux.

— **Anzin** (400 personnes). Cette unité appartenait au groupe Châtillon-Neuves-Maisons.

— **Isbergues** (3 050 personnes). Cette usine produisant de la tôle inox pourrait être touchée par l'arrêt de son aciérie en raison de la crise des aciers spéciaux.

Dans l'Est on sait maintenant que la seule aciérie du groupe Usinor-Chiers-Châtillon sera implantée à Neuves-Maisons où l'unité est déjà achevée à 95 %. Cette décision devrait aboutir à terme à condamner Usinor-Longwy.

— **Usinor-Longwy** (7 700 salariés). Seul maillon manquant à la chaîne de l'usine, la non construction de l'aciérie à oxygène (1,7 million de tonnes par an de capacité), devrait entraîner, à brève échéance, la suppression d'au moins 3 000 emplois avec notamment l'arrêt, dans une première étape, de l'aciérie Thomas (cinq convertisseurs de 33 tonnes), qui fabrique uniquement des aciers courants.

— **Usinor Thionville** (1 030 personnes). L'effectif de l'usine (forges, fonderie), qui sera ramené à 750 personnes dans le cadre du plan acier 1977, pourrait enregistrer une diminution de plus de 250 emplois.

— **Châtillon - Neuves-Maisons - Longwy** (ex Chiers) (1 850 emplois). L'arrêt de deux hauts fourneaux de l'aciérie interviendra d'ici à fin 1979, ce qui entraînerait la suppression d'environ 1 400 emplois.

— **Société des tréfileries et câbleries de Chiers-Châtillon-Gorcy** (3 820 salariés). Cette société, qui compte trois usines dans l'Est (Gorcy, Bréville et Charleville), connaîtra une nouvelle organisation dès le 1<sup>er</sup> janvier 1979 dans la perspective de son absorption par le groupe Usinor-Châtillon.

L'une des principales causes des difficultés de la sidérurgie française est une capacité de production largement excédentaire dans un marché international où la concurrence est très vive du fait de concurrents très compétitifs et de l'accès récent à ce marché des nouveaux concurrents issus du Tiers Monde. La crise de la sidérurgie française a éclaté en 1975 avec la chute brutale de la production et la révélation de sa manifeste inadaptation aux nouveaux besoins des marchés internationaux.

Après une période de stagnation dans la seconde partie des années 1960, la production avait repris en 1969-70 jusqu'en 1974, culminant à 27 millions de tonnes. Deux raisons à cela : la reprise de la consommation mondiale d'acier et l'accroissement des moyens de production financés par le plan Ferry. En 1974, les capacités productives étaient quasiment saturées.

En 1975, avec la crise, brusque contraction du marché (dûe aux difficultés des pays impérialistes) : moins 20 %. Depuis, la production n'a cessé de s'écrouler pour atteindre en 1977, le niveau de 1969 (21 millions de tonnes) ! Mais dans le même temps, les capacités de production continuèrent à augmenter, s'élevant presque à 34 millions de tonnes, et cela en fonction des objectifs du VII<sup>e</sup> plan pour 1983.

Le rapprochement de ces deux chiffres (21 millions de tonnes et 34 millions de tonnes) permet de mesurer l'ampleur des capacités de production excédentaires.

UN ENDETTEMENT  
ECRASANT

Depuis près de vingt ans, faute d'avoir pu dégager des marges bénéficiaires suffisantes, la sidérurgie française a dû s'endetter pour investir, son taux d'endettement ne baissant notamment qu'à l'occasion de deux années particulièrement fortes : 1970 et 1974. A partir de 1975, en revanche, les principales entreprises vont devoir s'endetter encore davantage pour payer les échéances de leurs emprunts (près de 17 milliards de francs en trois ans), et le fardeau va devenir insupportable. A titre de comparaison, le poids de l'endettement, par rapport au chiffre d'affaires, actuellement de 111 % pour la France, n'était en 1976 que de 22 % pour la RFA, 45 % pour la Belgique, 21 % pour les Etats-Unis. En revanche, il atteignait 104 % pour l'Italie. A la fin de 1977, le fardeau de la dette à moyen et long terme atteignait 38 milliards de francs pour la sidérurgie française, et pratiquement autant, en y ajoutant la dette à court terme, pour les trois entreprises touchées par le plan de redressement.

LE PLAN DE SAUVETAGE  
DE SEPTEMBRE 1978

Par leur plan de sauvetage de la sidérurgie française, Giscard-Barre ont voulu éviter à cette industrie une faillite qui eût été catastrophique à tous les points de vue : social (plus de cent mille travailleurs étaient concer-

nés), financier (plus de 25 milliards de francs de dettes ont été payés par des avances des banques de dépôts et de société de financement), industriel enfin, puisque l'acier reste malgré tout un matériau primordial dans bien des activités ; sans même parler de son caractère stratégique que l'impérialisme français ne peut négliger.

Ce plan de sauvetage consiste dans la prise en charge par l'Etat de la dette des principaux groupes sidérurgiques français étalée sur dix à vingt ans, avec un intérêt extrêmement faible (0,1 % à 1 %). Giscard-Barre cherchent ainsi non seulement à sauver la sidérurgie du désastre financier, mais aussi et surtout à la rendre véritablement compétitive vis-à-vis de ses partenaires européens. A cet effet, et par le biais de la conversion des créances en actions, ils permettent à l'Etat pratiquement de prendre le contrôle de trois entreprises (Usinor, Sacilor et Chiers-Châtillon), qui produisent à elles seules 71 % du tonnage total, avec 60 % du chiffre d'affaires de la profession.

Le 2<sup>e</sup> volet du plan de sauvetage concerne en fait un nouveau plan acier qui prévoit entre l'été 1977 et 1983, 31 000 emplois supprimés, sans compter, bien entendu, les effets induits de ces mesures sur les secteurs périphériques de cette industrie. Aujourd'hui, on assiste à la mise en exécution de la première vague, la prévision était alors la suppression de 16 000 emplois dont 13 200 en Lorraine).

## Une productivité relativement médiocre

Bien qu'il soit délicat d'effectuer des comparaisons entre les différentes sidérurgies mondiales, en raison de l'absence d'une terminologie commune, la productivité de la sidérurgie française définie par le nombre de tonnes d'acier brut produites par personne employée et par an, apparaît encore très inférieure à celle de ses concurrents. En 1977, elle se traduisait par 149 tonnes par personne et par an, contre 190 tonnes pour l'Allemagne fédérale, 212 tonnes pour la Belgique, 175 tonnes pour l'ensemble de la CEE, 249 tonnes pour les Etats-Unis et 325 tonnes pour le Japon.

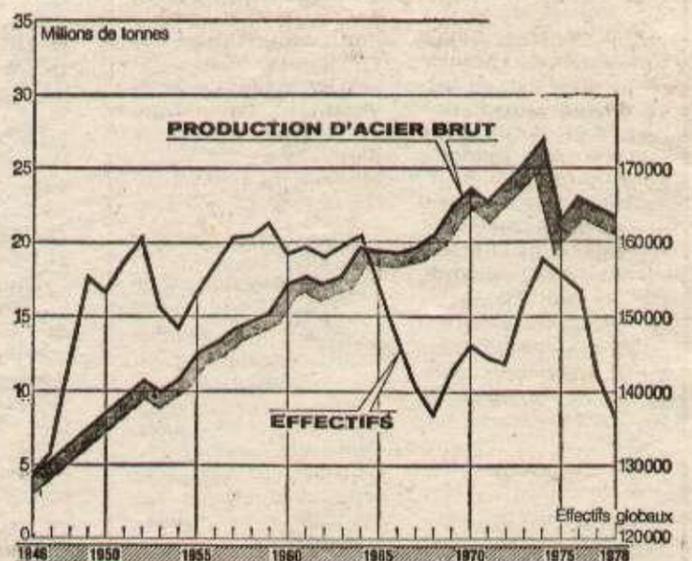
Après une très vive progression au lendemain de la guerre, qui marqua la reconstitution et le développement de la sidérurgie française dans le cadre du plan Monnet, la courbe des effectifs plafonna jusqu'en 1965, pour fléchir ensuite après les concentrations et fusions de sociétés, avec notamment la suppression de onze mille emplois en Lorraine. Ces suppressions furent, en partie, compen-

sées par la création de six mille emplois à Fos, à l'occasion de la mise en route de l'aciérie de la Solmer.

A partir de 1977, en revanche, une convention sociale, signée avec le seul syndicat FO, devait conduire à la suppression de

18 000 emplois, dont neuf mille en Lorraine, essentiellement par la mise à la retraite anticipée, les licenciements véritables restent la minorité. Il faut ajouter à présent tous les licenciements à venir, qui viennent d'être annoncés.

## Baisse de la production et des effectifs



IRAN

# L'ARMEE TIRE SUR UN ENTERREMENT

Mercredi matin, l'armée iranienne a montré à nouveau la sauvagerie dont elle est capable. Elle n'a en effet pas hésité à tirer sur le défilé organisé en mémoire du jeune professeur d'université tué mardi. Cette criminelle agression a rapidement suscité une riposte dans la capitale, sous forme de multiples manifestations.

Mercredi à l'hôpital Pahlavi de Téhéran, l'Ayatollah Taleghani, avec Sandjabi et Fohouar du Front national et Saabi du Mouvement de libération de l'Iran sont venus réclamer la déposition du professeur et de l'étudiant tués mardi par l'armée. Après des négociations avec l'armée, cette dernière a autorisé la manifestation qui a réuni 300 000 personnes. A 13 heures, heure locale, la manifestation s'est arrêtée sur une place où le discours du dirigeant du Front national Fohouar a été interrompu par les tirs de l'armée qui a fait une dizaine de morts et plusieurs blessés parmi les manifestants, après s'être livrée à des actions provocatrices.

Les 70 enseignants qui occupaient les locaux du ministère de l'Education et des Sciences à Téhéran ont été évacués par la police qui les a faits prisonniers. Aussitôt, soixante dix autres professeurs ont occupé le rectorat de l'université de Téhéran avec la même revendication : la réouverture des universités.

Tandis que le parlement se réunissait en session extraordinaire, une mutinerie éclatait dans une prison de l'Est du pays à Machad. La répression qui n'était pas parvenue mercredi à l'étouffer avait déjà fait au moins un mort et quatre blessés.

Du fait de la grève dans ce secteur, la production

pétrolière de l'Iran est tombée à 50 000 tonnes par jour. Un certain nombre de pays dans le monde s'inquiète de l'arrêt de l'exploitation du pétrole iranien : L'Afrique du Sud — le plus gros client — mais aussi l'Etat sioniste et la Grande-Bretagne. Ces inquiétudes laissent indifférents les travailleurs du pétrole. 4 212 ouvriers de l'industrie pétrolière ont annoncé, à la suite de 2 500 autres, leur intention de démissionner afin de montrer leur refus d'être entraînés dans une cour martiale ! Le PDG de la Compagnie Nationale des Pétroles Iraniens (NIOC) a supplié le mouvement religieux d'appeler à la reprise du travail car, dit-il, la compagnie « qui se voit déjà contrainte de rationner les produits pétroliers sera contrainte, si la grève continue, d'arrêter totalement l'exploitation, ce qui privera l'ensemble de la population non seulement de chauffage mais de pain,

faute de combustibles dans les boulangeries. »

A Paris, l'Ayatollah Khomeiny a lancé un appel en faveur des ouvriers du pétrole, afin que la solidarité s'organise autour d'eux sous la forme de caisses de soutien aux grévistes, dont il demande la création dans tout le pays.

Dans cette situation le parti Toudeh (révisionniste) tente de récupérer le mouvement. Il a à nouveau lancé un appel « à la formation d'un gouvernement d'Union nationale capable d'instaurer les libertés, de garantir l'indépendance et de remédier à la crise économique et sociale de l'Iran ». L'Ayatollah Khomeiny pour sa part vient de lancer, de sa résidence de la région parisienne, un nouvel appel à poursuivre la lutte et à faire du 30 décembre, jour anniversaire des émeutes, une grande journée de deuil et de manifestations.

INDE



Indira Gandhi, ex-premier ministre de l'Inde, à sa sortie de prison mardi. Les difficultés politiques continuent de secouer ce pays, où la répression contre les partisans d'Indira Gandhi a succédé à celle qu'elle faisait subir à ses opposants.

## Un journal local d'expression populaire a Saint-Chamond : LE COURAMIAUD

Le Couramiaud a été fondé il y a plusieurs années par des gens ayant travaillé dans la presse locale et donc conscients du rôle soporifique de cette dernière, surtout lorsqu'elle est en position de monopole absolu (Le Progrès).

A l'origine, Le Couramiaud est seulement ronéoté et distribué par une petite poignée de gens. Puis l'équipe s'étoffe et ressent la nécessité d'élargir l'audience du journal. Un numéro 0 tiré en offset est diffusé lors d'une manifestation et le canard poursuit sa lancée.

A l'échelon national, des rencontres entre les journaux locaux d'expression populaire s'organisent. Cette presse, appelée par erreur de contre-informations essaime dans toute la France. Sa courte histoire est jalonnée de succès (Clinton à Alès, Goujon à Verdun) mais aussi d'échecs (disparition récente de Klapper Stei, canard alsacien né dès 1968).

Pendant longtemps, Le Couramiaud est apparu comme une entreprise de démythification de Pinay qui régnait en monarque absolu. En mars 1977, une liste PS-PC s'est installée à la mairie. Beaucoup de gens sont déçus des promesses non tenues, des magouilles (démission publique puis retour du Premier adjoint, etc.), de la politique culturelle médiocre (un seul cinéma pour 40 000 habitants, une MJC de 400 m<sup>2</sup>). Depuis peu, Le Couramiaud augmente sensiblement ses ventes et le journal se rapproche de l'équilibre financier : que l'année 1979 lui permette de se développer davantage encore au service de « l'expression populaire ».

Le Couramiaud  
M.A.C.  
14 rue Gambetta  
42 400 Saint Chamond

Chaque exemplaire est vendu 2,50 F et l'abonnement annuel est de 15 F.

### 26 LICENCIEMENTS A PONTIVY

#### JUAN CARLOS A SIGNÉ

Juan Carlos a signé mercredi au Cortès la nouvelle Constitution, approuvée par référendum le 6 décembre. Celle-ci rentrera officiellement en vigueur à partir du 29 décembre, jour de sa publication au Journal Officiel.

Plus de 10 % des 250 travailleurs des établissements Gimm de Pontivy seront licenciés selon la direction. Quatre des ouvriers de cette entreprise de menuiserie menacés de licenciements sont comme par hasard syndicalistes.

#### DISPARITION DE LA SECRETAIRE DU SNJ

Michèle Rayé vient de disparaître à la veille de Noël dans un accident de voiture. Elue secrétaire nationale du Syndicat National des Journalistes à son dernier congrès, elle mettait toute son énergie, son dynamisme, au service de son syndicat, dans son combat pour la liberté de la presse.

ALGÉRIE

# APRES LA MORT DU PRESIDENT ALGERIEN

A l'annonce de la mort du président Boumediène, des dizaines de milliers d'Algérois ont manifesté leur tristesse en parcourant en cortège les rues de la ville. Cependant, le deuil national officiel, qui durera quarante jours, ne commençait que le lendemain jeudi.

C'est maintenant Rabah Bitat, président de l'Assemblée nationale, un des fondateurs du Front de libération nationale en 1954, qui assure l'intérim de la présidence de la République. Un congrès du FLN, ou à défaut, le parti étant en voie de réorganisation, une instance spécialement constituée à cet effet, devra désigner le candidat à la présidence de la République, dont l'élection sera ensuite soumise à la ratification du suffrage universel. L'ensemble du processus devrait être achevé dans une période de 45 jours.

La mort du président algérien a commencé à susciter un certain nombre de réactions dans les capitales

étrangères. Au Maroc, la radio a souhaité que les futurs dirigeants « empruntent une autre voie que celle de leurs prédécesseurs » : le régime est en effet en contradiction avec l'Algérie du fait du soutien qu'elle apporte à la lutte du Front Polisario. Au contraire, la Libye a décidé d'observer, comme l'Algérie, 40 jours de deuil. Et la Ligue arabe a décrété un deuil d'une semaine pour celui qui fut l'un de ses plus importants participants.

En France, le gouvernement et les divers partis politiques ont fait connaître leurs réactions, reconnaissant tous à divers degrés que le président algérien avait contribué à forger le nouveau visage d'une Algérie plus indépendante, engagée dans le mouvement du Tiers-Monde.

● L'importance de l'actualité nous a contraint de reporter la publication de la suite de notre article sur l'Algérie.

## ● Pellerin Cheix-en-Reitz messieurs les délégués du préfet

En octobre, le Conseil d'Etat donnait un avis favorable à la construction d'une centrale nucléaire sur le site du Pellerin et de Cheix-en-Retz, en Loire Atlantique.

Sans attendre que Barre signe le décret d'utilité publique, les conseils municipaux des deux communes concernées démissionnaient. C'était le 25 octobre dernier.

La décision devenait effective deux mois plus tard. C'est pour cela que le 24 décembre, les habitants des deux villes ont vu débarquer des « délégations spéciales » chargées, selon la loi, d'expédier les affaires courantes en attendant les prochaines élections qui devaient avoir lieu vers le mois de mars.

Le cérémonial, au cours duquel un maire-adjoint a été « élu » par le sous-préfet ne manquait pas de solennité. Dans les deux villes, simultanément, cela s'est déroulé en présence de 120 CRS qui sont même restés en faction bien après la mise en place de la commission.

Au Pellerin, c'est un ingénieur divisionnaire retraité de l'Action sanitaire et sociale qui a été désigné. Il sera assisté d'un colonel à la retraite. Les membres de la « commission spéciale » ainsi mise en place ont ensuite collé un compte-rendu de leur petite séance dans le cahier des délibérations que le maire démissionnaire a refusé de contresigner. Les maires démissionnaires du Pellerin et de Cheix-en-Retz ont décidé de contester l'illégalité de ces deux nominations devant le Conseil d'Etat.

#### ANGKOR OUVERT AU TOURISME

Le gouvernement cambodgien aurait décidé d'ouvrir au tourisme, depuis mercredi, les temples d'Angkor Vat, mondialement connus pour leur beauté. Les droits exclusifs de visite auraient été confiés à la compagnie d'aviation thaïlandaise « Erawan International Co ». Sont interdits de visite les touristes d'Afrique du Sud, d'Israël, du Vietnam, de Corée du Sud et de Taiwan.

#### PCUS : REMANIEMENT

A la suite de la session plénière du C.C. du PCUS du mois de novembre, une série de responsables régionaux auraient été démis de leurs fonctions.

#### SGFD : 79 LICENCIEMENTS

La Société générale de forgeage et de décolletage a décidé de procéder à 79 licenciements dans ses trois usines de Monistrol, Firminy et Terrenoire (Loire).